

**Type de réunion : Réunion d'école publique**

La discussion organisée autour du grand débat national réunit (un mercredi matin) une quarantaine de personnes, principalement des enseignants et des élus locaux engagés dans le partenariat avec l'école.

L'échange peine à démarrer car certaines des personnes présentes, notamment les parents et les élus reprochent un manque d'information quant à la tenue de la réunion, auraient souhaité y être associés, même en ce qui concerne le choix des questions retenues.

De même, certains enseignants s'étonnent qu'on leur demande de participer à un tel débat alors même que les revendications ayant donné lieu à des mouvements sociaux en Juin 2003 n'ont à leurs yeux, pas été entendues. Ils indiquent que nombre de leurs collègues boycotteront ces assemblées.

**01 Quelles sont les valeurs de l'École Républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse?**

Y a-t-il une réelle **égalité des chances** à l'école, alors que la société engendre toujours de grandes difficultés d'accès à la réussite: chômage, précarité, insécurité, intégration difficile des communautés immigrées, des élèves handicapés, impossibilité financière et/ou culturelle des familles face à l'achat et à l'utilisation des médias actuels tels l'internet. L'inégalité commence en famille.

La nécessité du **caractère "national" du système éducatif**, garant d'une égalité au moins visée faute d'être réellement atteinte, est réaffirmée et reçoit l'assentiment général. On connaît déjà la disparité des moyens mis à disposition des écoles par les communes, du fait de leurs convictions, de leurs choix budgétaires, de leurs moyens financiers; il ne faudrait pas qu'une école à plusieurs vitesses s'installe en France au gré d'autres instances non encore impliquées dans son fonctionnement.

Même si la globalité de la répartition des moyens budgétaires alloués à l'Education nationale peut être repensée, ne peut être remise en cause la **gratuité du système éducatif de six à seize ans**. Une "discrimination positive" facilitant l'accès au savoir des populations scolaire les plus en difficulté comme la politique en faveur des ZEP doit être préservée et toujours améliorée.

**La laïcité**, au cœur des débats sociétaux actuels ne revêt pas le même sens chez tous les intervenants. Cependant, il recouvre majoritairement les questions liées à la montée des intégrismes religieux.

L'étude du fait religieux et non pas des religions, comme phénomène historique qu'il ne faut pas ignorer, entraîne cependant des dérives communautaires dont les professeurs présents au débat nous font part.

L'opportunité d'une loi sur les signes ostentatoires à l'école est débattue. Respect, tolérance ne deviennent-ils pas synonymes d'acceptation d'une différence qui justement est facteur de non-intégration ?

Les équipes de collèges, de lycées ne perdront-elles pas leur indépendance face à des décisions de conseil d'établissement si une loi cadre apporte la même réponse à des questions pouvant revêtir des aspects différents dans des contextes géographiques, sociaux, culturels, différents?

**12 Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'Ecole peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves?**

La "municipalisation" du 1er degré, concept encore flou mais évoqué par certains, la décentralisation seront-ils un facteur d'amélioration des conditions de réussite des élèves? Peut-elle représenter au contraire, un danger pour son fonctionnement? (partenariat inégal)

Il semble que l'idée force de la nécessité de **recréer du "lien social"** répond mieux à la question. Inscrire l'élève comme enfant faisant partie d'une globalité sociale, ne pas l'accueillir sans tenir compte de sa complexité, favoriser le partenariat avec les intervenants (moniteurs sportifs, éducateurs agissant au sein d'une même communauté territoriale que l'école), est un souhait exprimé à différentes reprises par les parents comme par les enseignants.

La meilleure **lisibilité du fonctionnement des institutions scolaires** est aussi souhaitée, notamment pour les familles les plus éloignées de part leur passé, leur culture, leur langue, du système éducatif tel qu'il fonctionne actuellement.

La **réforme des instances officielles** (conseils d'écoles, d'établissements) ne doit-elle pas être repensée pour un meilleur partage des rôles de chacun dans l'éducation?

De même, **l'image de l'école** souvent remise en question dans les médias notamment en matière d'illettrisme, voire d'échec scolaire doit-elle être revalorisée pour être restaurée? La perte des valeurs n'entraîne-t-elle pas la perte des repères?

Les **coûts d'investissement** dans le système éducatif ne doivent pas être envisagés dans une optique de rentabilité immédiate, mais à long terme, comme un chantier d'avenir, garant du meilleur fonctionnement de notre société future.

Une **convergence des objectifs de l'école**, des parents, des collectivités doit renaître et être **lisible** par les "utilisateurs" de l'école que sont les élèves.

## **18 Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'état et des collectivités locales?**

Maintenir l'idée force d'une école restant un **grand service public national**.

Compenser l'inégalité des moyens accordés par les communes, par une redistribution la plus équitable possible des budgets nationaux.

---

### **Trois priorités pour l'école:**

1- Une loi sur la laïcité refondatrice et tolérante à laquelle les enseignants pourront s'adosser.

2- Refonder le partenariat parents/enseignants dans toutes ses dimensions, -  
institutionnelles (rôle des instances)  
- personnelles et relationnelles (droits/devoirs, imaginer d'autres formes de communication plus adaptées au terrain et à la circonstance, tout en préservant le statut de chacun).

retisser du lien.

3- Compenser l'inégalité des moyens accordés par les communes par une péréquation redistributive du budget de l'Education nationale.